



► **Le regard des Français sur les territoires.**

Sondage IFOP pour le Groupe Centriste du Sénat.

IFOP, juillet 2018. 12 p.

Selon cette enquête réalisée par l'Ifop pour le Groupe Centriste du Sénat, les Français établissent une hiérarchie claire des territoires qui ont le plus besoin de l'attention et du soutien des pouvoirs publics en France en 2018 : la France des campagnes (62% des citations) et des villes moyennes de province (48% des citations) sont désignées comme les territoires prioritaires. La France des banlieues n'arrive qu'en troisième position avec 40% des citations. La France périurbaine ne semble pas susciter d'inquiétudes pour l'ensemble des Français (12% des citations).

Cohésion des territoires



► **Rapport sur la cohésion des territoires.**

CGET, juillet 2018

À l'occasion de la 3e Conférence nationale des territoires, le 12 juillet, à Paris, le Rapport sur la cohésion des territoires et le baromètre ont été présentés par Serge Morvan, commissaire général à l'égalité des territoires. Un état des lieux qui « tord le cou à quelques clichés » et met en avant des leviers de la cohésion des territoires.

- [le Rapport sur la cohésion des territoires](#)
- [le Baromètre et sa version interactive](#)

► **Cohésion territoriale : la nécessité d'une vision, le temps d'une nouvelle ambition. Analyses et propositions. Document de travail.**

ADCF, juillet 2018. 32 p.

L'Assemblée des communautés de France (AdCF) a diffusé à la veille de la Conférence nationale des territoires (CNT) un document consacré aux politiques de cohésion territoriale. Présenté sous forme de

contribution au débat, ce document a vocation à être enrichi durant l'été et jusqu'à la convention nationale de Deauville. Il met l'accent sur les fragilités territoriales contemporaines, tout en appelant à une stratégie nationale refondée. Il décline des enjeux territoriaux et thématiques avant de préconiser une rénovation des cadres de dialogue entre pouvoirs publics et des outils contractuels.

Développement des territoires

► Désertification et réanimation des territoires. Actes du colloque du 27 février 2018.

Fondation Res Publica, juillet 2018.

Les différentes interventions :

- Introduction de Jean-Pierre Chevènement
- L'aménagement du territoire, une passion française / Jean-Pierre Duport
- Le bouleversement territorial en France : bilan et perspectives / Gérard-François Dumont
- Territoires délaissés : difficultés, perspectives / Marie-Françoise Bechtel
- Quels espoirs mettre dans les technologies nouvelles en matière d'aménagement du territoire ? / Claude Rochet
- Comment garantir la cohésion des territoires ? / Jacques Mézard
- Débat final

► Tous urbains !

Michel Lussault

AOC, juillet 2018. 4 p. (rediffusion d'un article de février 2018)

Après le lancement, en février, du mouvement des « Territoires en colère » qui entendait dénoncer l'abandon de la « France périphérique », c'est la Conférence nationale des territoires qui a été boycottée le 12 juillet dernier. Mais quelle est réellement la situation de l'espace français ? Pour mieux appréhender ces débats, il s'agit de comprendre que la géographie nationale n'a rien à voir ni avec l'image d'Épinal d'antan ni avec son avatar catastrophiste d'aujourd'hui.

Développement durable

► Point d'étape de la France sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Ministère de la Transition écologique et solidaire, Commissariat général au développement durable. Juillet 2018, 125 p.

Dans le cadre du Forum politique de haut niveau (FPHN) pour le développement durable, différents rapports et points d'étape ont été présentés par la France sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD).

Le point d'étape 2018 comporte trois parties. La première partie "explicite la contribution de l'État" et sa participation à la mise en œuvre de l'agenda 2030 "de manière cohérente et transversale". La deuxième partie présente l'état des lieux et les actions entreprises pour les six ODD prioritaires en 2018. La troisième partie est constituée du rapport "Appropriation des ODD par les acteurs français", coordonné par le Comité 21.

► Trame verte et bleue : la continuité écologique en marche dans les territoires.

Sciences Eaux & Territoires, n°25, 2018. 90 p.

La politique Trame verte et bleue (TVB) repose au niveau national sur un document cadre, appelé « Orientations nationales » (ON TVB), dont l'objectif est d'assurer une cohérence nationale de la TVB,

tout en laissant un libre choix de méthode à chaque échelle territoriale.

Ce dossier est consacré à ce dispositif et aux démarches et réflexions engagées à différentes échelles.

Education

► “Notre système d’orientation cristallise les inégalités”.

Marie Duru-Bellat

Le Lab (Think and Do tank), 13 Juillet 2018. [en ligne]

Interview de Marie Duru-Bellat, marraine de la Journée du refus de l'échec scolaire.

Entreprise

► Vers une responsabilité territoriale des entreprises.

Plateforme RSE. France Stratégie, juillet 2018. 86 p.

La Plateforme RSE a analysé les multiples stratégies d’ancrage territorial des entreprises, les formes variées de coopération, les différents instruments de mesure ainsi que les freins existants. Elle formule onze recommandations pour mieux connaître, organiser et favoriser les pratiques de coopération.

► L'entreprise du XXI^e siècle sera contributive et responsable.

Hélène Valade, Daniel Lebègue

Constructif, n°50, juillet 2018. pp 22-24

Les entreprises prennent de plus en plus conscience de leurs responsabilités élargies. Les nouvelles générations soucieuses de sens, les nouveaux modèles économiques de la circularité et de la fonctionnalité, l'acuité des défis globaux et l'exemplarité des institutions engagées poussent à davantage d'implication encore.

► Du meilleur moyen de promouvoir la RSE.

Jean-Marc Daniel

Constructif, n°50, juillet 2018. pp 25-27

Les entreprises doivent produire et faire du profit. C'est leur responsabilité essentielle, qui ne doit pas se diluer dans des normes et obligations spécifiques dites de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Libre concurrence et fiscalité ajustée constituent de justes incitations qui les font contribuer au bien commun.

► L'impact sociétal des grandes entreprises françaises.

Le BASIC, l'Observatoire des Multinationales, Juin 2018. 27 p.

Le BASIC (Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne) et l'Observatoire des Multinationales se sont associés pour conduire une analyse d'impact sociétal de 5 grandes entreprises françaises emblématiques de notre économie : Total, EDF, Michelin, Renault et Sanofi. Les résultats de cette analyse sont décrits dans le présent rapport et permettent d'objectiver les coûts que ces entreprises reportent sur la société française.

Logement

► Politique du logement : territorialisation toute !

Intercommunalités, n°230, juin 2018. pp 8-15

La France, malgré un effort de construction supérieur à la moyenne des pays européens, peine à répondre aux besoins en logement de ses concitoyens. *Intercommunalités* consacre un dossier à la politique du logement face aux réalités territoriales. Interview de Nathalie Appéré, Présidente de l'Anah.

► **Le logement social contraint à la rentabilité.**

Matthieu Gimat, Ludovic Halbert

***Métropolitiques*, 12 juillet 2018.**

Le projet de loi ELAN propose de transformer en profondeur les modes de financement du logement social et l'organisation des bailleurs. Les auteurs mettent en perspective les mesures qui ont accompagné, depuis le début des années 2000, l'évolution de ce secteur poussé à une plus grande rentabilité.

► **Ménages pauvres : du « mal-logement » au « mal-habitat ».**

Jean Cavailhès

***Politiquedulogement.com*, 18 juillet 2018 [en ligne]**

Le dernier rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes), publié en juin 2018, traite de la question du logement. Cet article propose à partir de cette source notamment, une analyse des conditions difficiles de logement et d'habitat. Examinant en particulier la situation des ménages à bas revenu qui disposent d'un logement ordinaire.

Lutte contre les discriminations

► **Des jeunes discriminées au moment de leur insertion sociale.**

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) - Aude Kerivel.

***Notes & rapports*, n°2018|07, Juillet 2018. 84 p.**

En 2014, le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ) lançait un appel à projet visant à mettre en évidence les discriminations envers les jeunes. Il s'agissait de savoir si les jeunes subissent une discrimination dans les étapes d'accès à l'autonomie du fait de leur jeune âge, ou bien si les situations de discrimination proviennent de la combinaison du jeune âge et du sexe, de l'origine ethnique supposée ou du territoire. Pour répondre à cette question, quatre terrains ont été investigués par quatre équipes de chercheurs. Cette note vise à mettre en perspective les résultats de ces travaux afin de mieux comprendre les expériences de discrimination vécues par les jeunes au moment de leur accès à l'autonomie dans des domaines jusqu'alors peu explorés.

Outre-mer

► **Rapport d'information fait au nom de la délégation aux Outre-mer sur les évolutions institutionnelles dans les Outre-mer.**

Assemblée nationale, Délégation aux Outre-mer, Julien-Laferrière H., Ratenon J-H.

Rapport d'information n°1104, Juin 2018. 48 p.

Le présent rapport s'intéresse aux problématiques que pose l'organisation statutaire et institutionnelle des territoires d'outre-mer, et aux voies d'évolution envisageables pour ces collectivités dans le cadre de la réforme constitutionnelle et de ses textes d'application. Il fait état de la diversité statutaire actuellement reconnue par la Constitution, de l'organisation des compétences propres aux collectivités de chaque territoire, et des aspirations à une extension des possibilités de coopération régionale notamment suscitées par la loi n° 2016-1657 du 5 décembre 2016 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional.

Santé

► Ville et santé.

Charlotte Marchandise-Franquet

IHEDATE, cycle de formation 2018. Vidéo 50 minutes

Le Réseau français des Villes-Santé de l'OMS soutient et accompagne les collectivités locales dans leur réflexion sur la conception d'une ville où les populations peuvent vivre en bonne santé. Les villes sont d'autant plus légitimes à agir sur la santé qu'elles ont un lien de proximité et une légitimité démocratique forte auprès des populations. Elles sont à même de promouvoir un urbanisme favorable à la santé, couplé avec une approche sociale, orientée vers la réduction des inégalités sociales de santé. La ville de Rennes intègre ce cadre de compréhension globale dans le millefeuille administratif et juridique tout en s'attachant à construire de nouveaux indicateurs permettant une observation infra-communale de la santé des habitants et l'évaluation des politiques publiques.

Services publics

► Modes alternatifs de prestation des services publics.

Juraj Nemec, Vincent Potier, Michiel S. de Vries

CNFPT, juillet 2018. 189 p.

La prestation des services publics concerne les services d'intérêt public, fournis directement ou indirectement par les autorités locales, régionales, nationales ou supranationales. De nos jours, le rôle des autorités dans ces domaines est considéré comme assez classique dans l'ensemble des pays développés. La façon dont les biens et services sont fournis et l'éventualité de recourir à d'autres modes de prestation des services publics font de plus en plus débat. De nombreuses questions sont en jeu quant aux avantages de ces modes alternatifs de prestation des services. Les services indiqués seraient-ils effectivement fournis de façon plus efficace par le secteur privé grâce à la concurrence, à des indicateurs de performance clairs, à des prix basés sur l'offre et la demande et à la possibilité offerte aux consommateurs de s'exprimer, de changer de fournisseurs ou au contraire, de leur rester fidèles? Quelles en seraient les conséquences en termes d'économie, d'efficience, d'efficacité, d'environnement et d'équité ?

Territoire

► L'étalement résidentiel des métropoles intermédiaires de la région Centre Val de Loire.

Jean-Marc Zaninetti, Dominique Andrieu

M@ppemonde, n°124, juillet 2018 [en ligne]

Les métropoles ligériennes de Tours et Orléans sont deux exemples représentatifs de l'éparpillement résidentiel des villes survenu en France après la Seconde Guerre mondiale. Tandis que le législateur renforce l'arsenal réglementaire en faveur de la densification résidentielle depuis le tournant du siècle, les aires urbaines de Tours et d'Orléans ne manifestent qu'un début timide de densification avant 2013. En s'appuyant sur les fichiers fonciers MAJIC, la comparaison des deux aires urbaines manifeste plus de similitudes que de différences en dépit d'acteurs politiques et de gouvernances territoriales très différentes.

► Politiques locales de l'habitat : les expériences rennaise et nancéenne.

France urbaine, juillet 2018. 20 p.

Alors qu'une nouvelle loi logement (dite ELAN) est en discussion au Parlement, France urbaine entend prendre toute sa part au débat, en présentant des expériences probantes et des retours de bonnes pratiques à l'échelle locale. Les expériences rennaise et nancéenne viennent précisément démontrer que le volontarisme politique, le travail sur la durée et la mobilisation de tous les acteurs publics et privés autour d'un projet de territoire partagé sont au cœur de la réussite. Loyer unique dans le logement social, politiques fines de peuplement, contractualisation avec les promoteurs et les organismes HLM, adoption de programmes locaux de l'habitat (PLH) ambitieux sont autant d'initiatives qui plaident en faveur des expérimentations et de mesures ajustées aux spécificités et aux besoins de chaque territoire.

► Quartiers prioritaires de la politique de la ville en Occitanie : les multiples visages de la pauvreté.

INSEE, DRJSCS, C. Bordet, C. Bourniquel, et al.

Insee Dossier Occitanie, n°7, juillet 2018. 197 p.

La nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville introduite par la « loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine » de 2014 a fait émerger en Occitanie 105 quartiers prioritaires répartis dans 41 unités urbaines. Ce dossier comprend deux lectures complémentaires. Une approche synthétique des 105 quartiers prioritaires de la région Occitanie permet d'identifier, pour ces quartiers, six profils aux caractéristiques différenciées, des grands quartiers très pauvres et précaires à des quartiers de centres-villes relativement moins défavorisés. Elle est complétée, pour chaque unité urbaine comprenant au moins un quartier prioritaire, par une fiche détaillant les conditions de vie des habitants au regard de l'agglomération dans laquelle ces quartiers se situent, à partir d'indicateurs graphiques et cartographiques assortis d'une analyse statistique.

Urbain

► Quelle gouvernance des villes en Europe ?

Intercommunalités, n°230, juin 2018. pp 4-7

Quelle dynamique suivent les grandes villes européennes ? Un rapport produit par la Commission européenne en 2016 met en évidence la stabilité des équilibres territoriaux en Europe. Une caractéristique qui contraste avec la croissance des grandes métropoles des autres continents. Existe-t-il cependant des spécificités nationales à l'intérieur de l'Europe ? Ce focus a vocation à présenter des grands repères pour comprendre les évolutions à l'œuvre. Par une approche comparative, puis des zooms sur plusieurs pays, il offre un regard sur les grandes villes européennes et leurs transformations institutionnelles. Et par là même, ouvre une perspective décentrée sur les dynamiques des villes françaises

► La nature en ville : comment accélérer la dynamique ?

CESE, Annabelle Jaeger, juillet 2018. 90 p.

Alors que, d'ici à 2050, 75% des citoyennes et des citoyens vivront en zone urbaine, imaginer et préparer la ville de demain constitue un enjeu majeur. La section Environnement du CESE identifie des leviers concrets, associant toutes les parties prenantes, pour faire de la nature un élément structurant de l'aménagement urbain, lui donner toute sa place dans les politiques publiques sur le plan national comme au niveau local et renforcer la connaissance de ses bénéfices pour tous.

► Existe-t-il un modèle barcelonais ? Retour sur quarante années de politiques urbaines à Barcelone (1976-2016)

Mariona Tomàs and Emmanuel Négrier

***Métropoles*, 22 | 2018. [en ligne]**

A l'heure où les politiques des métropoles semblent suivre un cours de plus en plus convergent, nous nous interrogeons sur quarante ans de politique urbaine dans la ville qui a longtemps été considérée comme un modèle à part : Barcelone. Examiner ces politiques dans la durée, c'est mettre à l'épreuve cette notion de modèle. Notre analyse du développement de la ville s'est fondée sur deux études parallèles : une étude de l'évolution des rapports entre politiques publiques, système politique et intérêts privés, d'une part, et une focale sur un secteur particulier, l'immobilier, d'autre part. Chacune des deux donne une image de l'évolution des relations public-privé qui fondent le « modèle ». L'influence du gouvernement urbain sur l'économie, si elle a perdu de la substance, demeure, de façon différenciée selon les dossiers, une clef du développement.

Rendez-vous en septembre pour le prochain numéro.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : enquelquesclics@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)